

reviser sa participation militaire à l'OTAN. Je lui ai répondu ce qui suit, et je cite:

[Traduction]

Le Canada est une petite nation aux possibilités financières limitées, mais il a la même fierté que les autres pays, la même fierté que les États-Unis, et il aime faire les petites choses en grand et leur donner un cachet bien canadien.

• (8.10 p.m.)

[Français]

Et il était tout étonné.

En temps de paix, même si celle-ci peut paraître instable, nous devrions faire jouer à nos forces armées des rôles plus compatibles les uns envers les autres, en rapprochant ceux-ci des fonctions que nous remplissons au sein d'organismes de paix ou pour les Nations Unies. Ceci contribuerait à coordonner le travail de l'armée, de la marine et de l'aviation.

Il est bien beau d'aller en Europe, d'aller à Halifax, de gagner des trophées, de participer avec succès à des compétitions—et à ce stade, je veux rendre hommage à notre brigade, à notre division aérienne en Europe, ainsi qu'à la force atlantique canadienne—mais il importe de savoir si, compte tenu de la tactique et de la constitution actuelles de l'OTAN, nous gagnerions la guerre, si elle éclatait.

Monsieur l'Orateur, il faut arrêter de se glorifier des compétitions qui sont couronnées de succès, car les rubans que nous remportons coûtent cher au Canada.

Je consens à donner crédit à l'OTAN, parce qu'en principe, je crois à l'OTAN et j'en reconnais le mérite.

Il est sûr que l'on peut attribuer, en partie, à l'équilibre des forces en Europe l'absence de conflit sur le continent au cours des 20 dernières années. Mais avons-nous, en ne favorisant que ce seul organisme, accompli un progrès réel quant à la détente et au dialogue?

La course aux armements va-t-elle toujours se poursuivre? La confrontation sur le continent sera-t-elle encore d'actualité dans 20 ans, lorsque nos enfants nous remplaceront? J'espère que non, monsieur l'Orateur.

Voilà pourquoi le fait que le Canada revise actuellement sa politique de défense et, en particulier notre participation à l'OTAN, revêt une importance particulière, puisque le Canada montre ainsi qu'il se préoccupe vraiment du problème que pose pour lui l'Alliance de l'Atlantique. Voilà pourquoi tout le monde s'inquiète, tout le monde se demande si cela n'affaiblira pas l'OTAN, ce qui rappellera peut-être à nos alliés que cette Alliance internationale doit faire davantage pour amoindrir les risques de confrontation en Europe.

Aux différentes réunions, à différents échelons, on a toujours semblé jusqu'ici se demander où l'on en était. Et maintenant, le

moment est venu de nous demander où nous allons.

Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je n'ai jamais été trop satisfait du rapport du comité des affaires extérieures et de la défense nationale dont je fais partie. Je n'ai rien à redire contre son contenu en général, mais je suis très désappointé de la troisième partie, qui comprend des recommandations que je trouve très timides et très modérées, surtout en ce qui concerne le rôle futur des forces canadiennes. Je comprends que la porte est demeurée ouverte, car on a semblé vouloir calmer ceux qui voulaient du changement, et on les a eus un peu. Je n'avais d'ailleurs pas l'intention de présenter un rapport minoritaire.

J'aurais préféré cependant pouvoir convaincre les membres du comité—ce que j'ai tenté de faire d'ailleurs—d'inclure tout au moins une recommandation suggérant que le Canada signifie officiellement à ses alliés son intention de modifier le rôle des forces canadiennes en Europe et d'entreprendre immédiatement des discussions au sujet de cette possibilité.

A mon avis, les forces armées canadiennes doivent devenir une force militaire conventionnelle plus homogène, ultra-mobile et où les trois éléments, armée, marine et aviation, doivent opérer en commun. Ce genre de force militaire nous procurerait une meilleure flexibilité, quant à l'utilisation de nos effectifs au sein de l'OTAN, de la défense nord-américaine ou au sein des Nations Unies.

Même si nous voulions rapatrier notre brigade lourde et notre division aérienne, nous ne saurions qu'en faire. Cette opération serait coûteuse et inutile. Je ne veux pas dire que nous avons commis une erreur en contractant les engagements actuels, mais aujourd'hui, nous devons commencer à penser à les modifier. Si nous n'avions que des troupes ultra-mobiles, à buts multiples, non dotées d'armes nucléaires, une diminution de nos effectifs en Europe aurait beaucoup moins de conséquences désastreuses et n'embêterait pas tout le monde.

Étant donné l'éventualité d'une décision visant au retrait total de nos effectifs—ce que je ne prône pas aujourd'hui, mais ce qui peut se produire si la situation change—j'affirme qu'il serait possible de prendre une telle décision sans complètement désorganiser la défense de l'Europe sous un seul commandement.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais terminer mes remarques en exposant certaines de mes vues sur ce que devrait être, à mon avis, la politique de défense du Canada. Je ne prétends pas avoir en main tous les éléments me permettant de justifier mes conclusions et je ne sais pas si nos alliés les accepteraient. C'est leur problème et non pas le mien. C'est